

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROUGHOL

1 rue Charles Cros
51000 Châlons-en-Champagne

Références : D3 i 2024 261
Code AIOT : 0005703537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2024 dans l'établissement ROUGHOL implanté 1, rue Charles Cros ZAC des Escarnotières 51000 Châlons-en-Champagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été diligentée suite à un incendie survenu le 2 mars 2024 vers 2h30.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUGHOL
- 1, rue Charles Cros ZAC des Escarnotières 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005703537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SA ROUGHOL est autorisée, par arrêté préfectoral du 16 juillet 2010 modifié, à exercer des activités de tri, transit, regroupement et traitement de déchets relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Incident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Sans objet
2	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.1.1.2	Sans objet
3	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le confinement des eaux polluées suite à l'incendie a été correctement effectué par l'exploitant.

Cette visite a également montré qu'aucun impact sur l'environnement n'est présent. De plus, l'exploitant a mis en œuvre de nombreuses mesures de surveillance de son installation pour limiter les incidents de ce type.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'astreinte préfectorale a appelé l'Inspection des installations classées le samedi 2 mars 2024 vers 11h00, pour un incendie s'étant déclaré dans la nuit du vendredi 1er mars au samedi 2 mars vers 2h30. L'Inspection a appelé l'exploitant vers 11h30 pour connaître les suites de l'incendie et la rédaction du rapport d'incident obligatoirement transmis à l'Inspection des installations classées.</p> <p>Le rapport d'incident est transmis à l'Inspection le 2 mars 2024.</p> <p>L'incendie est survenu sur le tas de déchets industriels banals (DIB) situé à l'Est du site vers 2h30. La quantité est estimée à 37 tonnes. (Dernière extraction du registre déchets en date du 29/02/2024).</p> <p>Le SDIS et l'exploitant sont présents sur site vers 2h40, l'incendie est maîtrisé aux alentours de 8h00.</p> <p>Aucun évènement particulier n'est constaté durant cette intervention.</p> <p>Ce constat n'amène pas de remarque particulière.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.[...]
Constats : Le site est clôturé sur l'ensemble de l'enceinte par des murs surmontés d'un barbelé et par un portail sécurisé. Le site est également équipé de caméras permettant une surveillance de l'ensemble du site. Cependant, le stock de déchets ayant pris feu est éloigné du champ de vision de la caméra. Une société de gardiennage est présente 24h/24 durant le week-end. Le gardien est le premier à avoir constaté le départ de feu et appelé les services d'incendie et de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection des installations classées préconise à l'exploitant d'installer une caméra près du stockage de déchets industriels banals (DIB) pour permettre une meilleure vision en cas d'incident/accident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : La défense Incendie du site est assurée par un réseau de poteaux d'incendie de la ZAC dont 2 sont situés à moins de 100 mètres de l'entrée de l'établissement, le 3 ^e étant distant de 150 mètres de l'appareil qui lui est le plus proche. Les poteaux Incendies sont capables de fournir un débit simultané de 180m ³ /h sous 1 bar de pression dynamique.
Constats : L'exploitant indique à l'Inspection des installations classées que les services d'incendie et de secours n'ont pas utilisé les poteaux incendies à proximité du site mais seulement les stockages d'eau prévus dans les camions des pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
Prescription contrôlée : En cas d'incendie, le volume d'eau à mettre en rétention a été évalué à 450 m ³ . Pour contenir ces eaux, le site dispose de : <ul style="list-style-type: none">- canalisations surdimensionnées (12 m³),- la bâche de relevage (1,5 m³),- la plate-forme bétonnée formée de plusieurs dalles en forme de pyramides inversées (236 m³). L'exploitant mettra en place un dispositif supplémentaire permettant de retenir sur le site les 200 m ³ restants. Ce dispositif sera indépendant du système de traitement des eaux et devra permettre d'isoler les pompes de relevage situées avant les bassins de rétention des eaux de ruissellement. Les caractéristiques du dispositif supplémentaire de mise en rétention des eaux d'extinction d'un incendie seront transmises pour approbation au service d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant explique à l'Inspection des installations classées que les eaux polluées sont stockées dans une cuve de 100 m ³ prévue initialement pour les eaux pluviales. Une vidange d'une deuxième cuve est prévue pour contenir le reste des eaux polluées. Un bon de commande concernant l'analyse des eaux polluées est signée le 04/03/2024 avec un laboratoire agréé. Le rapport d'analyse a été transmis à l'Inspection le 12/04/2024. Le rapport démontre que les eaux polluées doivent être traitées par une station de traitement approprié ou par une société spécialisée avec une mise en place d'une unité de dépollution mobile. L'exploitant précise à l'Inspection que les eaux polluées, suite à l'analyse par le laboratoire, seront traitées par une société spécialisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le bon de commande signé concernant la prise en charge des eaux polluées par une société spécialisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois